

**Arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 384-DDPP-24 relatif à l'exploitation d'une
installation de fabrication et reconditionnement de grands récipients vrac située
au 9 Esplanade Bénévent sur la commune de Saint-Etienne et exploitée par IBC42 SAS**

Le Préfet de la Loire

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Loire en Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 30 août 2014 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 184-DDPP-20 en date du 08 juin 2020 antérieurement délivré à la société IRA SAS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE ;
- Vu** le dossier de porté à connaissance, présenté par la société IRA SAS le 06 septembre 2022, relatif à l'extension de son installation située au 9 Esplanade Bénévent sur la commune de SAINT-ETIENNE, et consistant notamment en la construction du Hall 7 ;
- Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas relatif à cette extension, déposé le 12 mai 2023 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** la décision d'examen au cas par cas en date du 14 juin 2023 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire sur le dossier de porter à connaissance, en date du 9 août 2023 ;
- Vu** les rapports de l'inspection des installations classées en date du 06 janvier 2023 et du 8 juin 2023 relatifs au projet sus-visé ;
- Vu** le courrier du 17 octobre 2023 donnant acte à la société IRA SAS des modifications portées à connaissance ;
- Vu** le courrier de déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société IBC42 SAS ;

Vu le rapport et les propositions en date du 27 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté porté le 11 octobre 2024 à la connaissance du demandeur ;
Vu les observations émises par la société IBC 42 SAS sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire constitue une modification de l'installation ; et consiste en :
• l'évolution de l'emprise de l'exploitation,
• la construction d'une nouvelle cellule de stockage (« hall 7 »),
• la mise en place d'une installation de sprinklage, destinée au nouveau hall 7,
• l'aménagement en extérieur d'alvéoles de stockage de déchets avant traitement,
• le stockage en IBC ou en big bag et en extérieur de matières premières recyclées (IBC broyés).

CONSIDERANT que cette modification est non-substantielle en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement compte-tenu des éléments présentés dans le dossier de porté à connaissance ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées dans le cadre de l'instruction du projet et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation
IBC42 SAS, (SIRET 33809201800021), dont le siège social est situé au 6 chemin des Giraudières 42800 RIVE-DE-GIER est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de SAINT-ETIENNE, au 9 Esplanade Bénévent (coordonnées Lambert 93 X = 808,97 km et Y = 6485,78 km), les installations détaillées dans les articles suivants.
L'ensemble des installations exploitées est désignée sous le nom commercial « SCHÜTZ France SAS - IBC42 ».

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations
Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
SAINT-ETIENNE	CP 108
	CP 265
	CP 266
	CP 268
	CP 206
	CP 270
	CP 271
	CP 272
	CP 273

	CP 274
	CP 275
	CP 276
	CP 277
	CP 196

L'exploitation comprend une phase de travaux correspondant à la construction du hall 7 au nord du site. L'emprise des travaux est limitée à 4 234 m².

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 69 514 m² (y compris les espaces verts).

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;

Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	<u>Hall 7 :</u> 1 728 IBC en attente de traitement (traitement hors site)	Quantité de déchets 1728 X 20 kg = 34,5 t	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux	<p><u>Halls 1 et 2 :</u> Traitement par raclage/broyage des containers usagés + maximum 300 IBC en cours de traitement</p> <p>Traitement des eaux de lavage</p> <p><u>Hall 7 :</u> 6 336 IBC en attente de traitement sur site</p> <p><u>Extérieur</u> stockage de PE broyés (traités sur site) conditionnés en big bag fermés et stockage de déchets issus de l'activité de reconditionnement des IBC en alvéoles extérieures couvertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> vannes découpées , résidus de raclage destinés à un traitement extérieur, résidus de filtration des eaux, fonds de poche destinés à un traitement extérieur, boues de traitement des eaux. 	<p>Quantité journalière maximale traitée = $(900 \text{ IBC} \times 5 \text{ kg}) = 4,5 \text{ t/j}$ + Broyage des containers usagés = 28 t/j</p> <p>Quantité de substance dangereuse : $6\,336 \times 5 \text{ kg} = 33 \text{ t}$</p> <p>Quantité stockée en extérieur (déchets traités PE broyés) 4 îlots de 400 m² 1 îlot de 260 m² 1 îlot de 140 m² sur une hauteur de stockage de 4,8 m soit 9 600 m³</p> <p>16 alvéoles pour une surface totale de 225 m² : 25 tonnes par catégorie, soit 125 tonnes</p>	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Nombre maximum de containers collectés en attente de traitement : 6 336 unités dans le hall 7 et 300 dans le hall 2 (6 636 X 5 kg) = 33 t + 1 728 IBC en attente de traitement dans le hall 7 (traitement hors site) (1728 X 20 kg) = 34,5 t	Quantité de substance dangereuse : 33 + 34,5 = 67,5 t	A
1510-2	Entrepôts couverts	<u>Halls 3, 4, 6 et 7</u> Stockage de produits combustibles (IBC neufs et souillés, composants bois et plastiques)	volume total : 179 380 m ³ Hall 3 : 443 t Hall 4 : 148 t Hall 6 : 224 t Hall 7 : 545 t soit un total de 1360 t	E
2661-1b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	<u>Hall 5</u> Extrusion-soufflage 46 t/j Compression 4 t/j	Quantité de matière traitée : 50 t/j	E
2661-2b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique	<u>Hall 5 :</u> broyage de chute de production 12 t/j	Quantité de matière traitée : 12 t/j	D
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	<u>Extérieur :</u> 4 silos de PE vierge	Volume de stockage 500 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, exécuté en vue de la surveillance d'eaux souterraines	Piézomètres de surveillance référencés PZ151 – PZ152 – PZ153 – PZ155 – PZ156 – PZ157 – PZ158 – PZ159 – PZ160 – PZ161 – PZ162 – PZ163 – PZ164 – PZ165 – PZ166 et PZ 167.	Nombre de piézomètres : 16	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes ; et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT.

Le périmètre IED est constitué du :

- Stockage temporaire de déchets dangereux regroupant les stockages destinés à des traitements hors site et les stockages destinés à un traitement sur site (halls 2 et 7) ;
- Traitement des déchets dangereux en tant qu'activité connexe (halls 1 et 2), y compris le traitement des eaux de lavage.

Pour ces activités, les dispositions de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets sont applicables.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

CHAPITRE 1.4 CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel.**

Les conditions de remise en état sont définies aux articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance minimale de 23 mètres des limites de l'établissement.

CHAPITRE 1.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1 Conception des installations

Article 2.1.1 Conduits et installations raccordés

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Soudures grilles	6 kW	Ventilation du poste de soudure point par point	Hall 5
Conduit N° 2	Soudures palettes	6 kW	Ventilation du poste de soudure point par point	Hall 5
Conduit N° 3	Installation de traitement par raclage	18.5 kW	Ventilation des cabines de raclage uniquement	Hall 2

Nota : L'opération de broyage s'effectue dans l'eau, il n'y a pas de conduit spécifique à la station de broyage.

Article 2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	13	0,63	8000	7.2
Conduit N° 2	13	0,63	8000	7.2
Conduit N° 3	7	1	28400	16,2

CHAPITRE 2.2 Limitation des rejets

Article 2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.

Article 2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Hall 5		
		Concentration mg/Nm3	Flux	
			Conduit n°1	Conduit n°2
Poussières, y compris particules fines		1	33,67 kg/an	16,8 kg/an
COV totaux		10	336,7 kg/an	168,35 kg/an
Xylènes		2,4	80,8 kg/an	40,4 kg/an

Paramètre	Code CAS	Hall 2	
		Concentration mg/Nm3	Flux
			Conduit n°3
Poussières, y compris particules fines		1	48,05 kg/an
COV totaux		10	480,5 kg/an
Xylène		2,4	115,3 kg/an

Article 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de chacun des rejets dans les conditions suivantes :

- conduits n° 1 et 2 (Hall 5) : tous les 3 ans,
- conduit n° 3 (Hall 2) : tous les 6 mois.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées à la fréquence annuelle.

L'exploitant fait procéder aux mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément.

TITRE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1 ORIGINE ET RÉGLEMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m3/an)	usages
Réseau d'eau de ville	1835	Sanitaires, process de lavage, test de chute et pression

CHAPITRE 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées domestiques,
- eaux industrielles,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- eaux polluées lors d'un incident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction).

Les eaux industrielles, utilisées dans le process de lavage des containers broyés, sont traitées sur site en vu d'une réutilisation dans le process.

Les résidus issus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets dans des installations dûment autorisées.

Il n'y a pas de rejet d'eau de process.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux pluviales de voiries (992 m ² à l'entrée Est du site)	Réseau eaux pluviales	Réseau ASCOMETAL sous servitude au profit d'IBC42 puis réseau d'eau pluvial communal	Séparateur d'hydrocarbures SHC1
Pt N°2	Eaux pluviales de toiture et de voiries (63 514 m ²)	Milieu naturel	Cours d'eau l'Iserable	Dispositif de rétention de 3 000 m ³ et séparateur d'hydrocarbures SHC2
Pt N°3	Eaux usées domestiques	Réseau eaux usées	Station de traitement des effluents urbains	/

ARTICLE 3.2.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 28 l/s.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier du respect de ce débit.

ARTICLE 3.2.3 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Rejet dans le réseau public

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3 LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 3.3.1 CARACTÉRISTIQUES DES REJETS EXTERNES

Les seuls rejets d'effluents aqueux sont constitués des eaux pluviales de toiture et de ruissellement. Ils respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Code SANDRE	Rejets n°1 et 2
		Concentration maximale (mg/l)
température		Inférieure à 30 °C
pH		Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	1305	35
DBO5	1313	30
DCO	1314	125
Hydrocarbures totaux	7009	10

CHAPITRE 3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

ARTICLE 3.4.1 RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

L'exploitant procède à un relevé annuel de sa consommation d'eau.

ARTICLE 3.4.2 CONTRÔLE DES REJETS

L'exploitant réalise les contrôles des rejets aqueux à la fréquence annuelle. L'exploitant fait procéder aux mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

ARTICLE 3.5.1 SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Profondeur de l'ouvrage
PZ151	Amont	8,11 m
PZ152	Aval	7,90 m
PZ153	Amont	14,87 m
PZ155	Intermédiaire	9,17 m
PZ156	Intermédiaire	11,32 m
PZ157	Aval	15,77 m
PZ158	Aval	10,25 m
PZ159	Amont	10,78 m
PZ160	Intermédiaire	13,55 m
PZ161	Aval	13,65 m
PZ162	Aval	11,32 m

PZ163	Aval	15,55 m
PZ164	Intermédiaire	15,56 m
PZ165	Aval	8,45 m
PZ166	Aval	15,37 m
PZ167	Aval	15,26 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines selon les modalités suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Hydrocarbures totaux	7009	Tous les piézomètres	Semestrielle (hautes et basses eaux)
COHV	7485		
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg)			
PCB	7431		
BTEX	5918		
Hauteur d'eau en mNGF			

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

CHAPITRE 4.1 GESTION DES TERRES POLLUÉES

La société IBC42 SAS met en œuvre le plan de gestion des terres défini dans le cadre du dossier de porté à connaissance relatif à l'extension de son établissement.

Les recommandations établies dans ce cadre sont mises en œuvre, en particulier :

- mise en place de couvertures pérennes sur les secteurs non bâtis, pour éliminer tout risque d'envol de poussières et de contact avec les terres par un minimum de 30 cm de terre saine ou la mise en place d'un revêtement imperméable de type enrobé ou dalle béton... ;
- pas d'aménagement de potager, jardin ou verger au droit du site, sans avoir au préalable réalisé une étude sanitaire qui confirmerait l'absence de risque pour un tel usage ;
- pas d'aménagement de puits au droit du site, sans avoir au préalable réalisé une étude sanitaire qui confirmerait l'absence de risque pour un tel usage ;
- en cas de mise en place de nouvelles canalisations AEP : canalisations AEP en fonte, afin d'éviter tout transfert de contamination vers les eaux, ou au sein d'un remblai d'apport propre, voire dans des caniveaux techniques béton ;
- mise en place d'un géotextile entre le terrain naturel et les terres excavées qui seront utilisées sous le bâti du Hall 7, afin d'avoir une distinction physique et mémoriel avec les remblais remis en œuvre.

Les terres les plus polluées sont évacuées en filières spécialisées :

- terres issues du secteur R1.1 (volume estimé à 250 m³) ;
- terres correspondant à la maille S3 (volume estimé à 43 m³) ;
- terres correspondant à la maille I12 (volume estimé à 117 m³).

(référence au diagnostic de la qualité des sols et des terres à excaver – Socotec 21/04/2023 page 51/58)

CHAPITRE 4.2 AUTRES MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET COMPENSATION

La société IBC42 SAS prévoit les mesures de gestion préventive des risques liés à la prolifération de l'ambrosie. Elle élabore et met en œuvre un plan de gestion de l'ambrosie tant en phase de travaux que d'exploitation de l'emprise du projet, de manière à respecter l'obligation de lutte contre cette plante invasive allergisante, conformément aux dispositions du Code de la santé publique par ses articles 1338-1 et suivants (L et D-R).

En particulier, les terres mises à nu font l'objet d'une surveillance accrue et sont rapidement végétalisées. De plus, afin de ne pas importer de nouvelles graines, les éventuels apports de terre effectués ne doivent pas provenir de sites infestés par l'ambrosie. Il est notamment recommandé de s'appuyer sur la fiche pratique spéciale travaux publics disponible sur le site internet de l'Observatoire des Ambrosies : <https://ambrosierisque.info/>.

En phase de travaux particulièrement mais également en phase d'exploitation, la société IBC42 SAS porte une attention particulière à ne pas créer de zone de rétention d'eau stagnante (trou au sol, outils, bâche plastique...) pouvant favoriser la prolifération d'insecte comme le moustique Aedes Albopictus dit « Moustique Tigre » (respect de l'arrêté préfectoral n°2020-067 relatif à la lutte contre les moustiques potentiellement vecteurs de maladies dans le département de la Loire).

CHAPITRE 4.3 SUIVI DES MESURES

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures définies aux articles 4.1 et 4.2.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 5.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe.

ARTICLE 5.1.1 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 5.1.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

ARTICLE 5.1.3 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
--	---	--

Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 6.1.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Les dispositions constructives du bâtiment sont définies dans l'étude de dangers du site.

S'agissant en particulier des zones dédiées au stockage (rubrique 1510), les dispositions suivantes sont prises :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Halls 3, 4 et 6 (cf annexes VII et VIII de l'arrêté du 11/04/2017 modifié)	Bâtiment existant : maintien des dispositions constructives antérieures (article 7.2.1. de l'arrêté du 08/06/2020)		Porte entre les halls : coupe-feu 2 heures	Murs coupe feu 2 heures REI 120 entre les halls
Hall 7 (cf annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 modifié)	Toiture métallique multicouche matériaux de classe A1 BROOF3	Murs Est et Ouest : métalliques double peau R15 Murs Nord et séparatif entre les halls 6 et 7 (Sud) : béton coup-feu 2 h REI 120 avec retour d'1,50 m	Portes entre les halls 6 et 7 : coupe-feu 2 heures	
Alvéoles extérieures	Couverture métallique simple peau REI15 Dalle béton	Murs séparatifs coupe-feu 2 heures REI 120	/	

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les prescriptions de l'arrêté du 11/04/2017 modifié relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables selon les modalités suivantes :

- Hall 3, 4, 6 : annexe VII et VIII,
- Hall 7 : annexe II.

ARTICLE 6.1.2 ORGANISATION DES STOCKAGES

Les stockages sont réalisés de façon à respecter les dispositions retenues dans l'étude de danger (distances d'éloignement, îlotage...) et notamment selon le plan des activités et stockages du 09/08/2023 V3 (plan G) :

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Mode de stockage	Ilotage	Rétention
Hall 3	IBC neufs 5112 emplacements	Masse sur 6 niveaux (7,2 m)	6 îlots : - H3 Z1 : 148 m ² - H3 Z2 : 181 m ² - H3 Z3 : 302 m ² - H3 Z4 : 268 m ² - H3 Z5 : 302 m ² - H3 Z6 : 268 m ² 1 mètre entre les îlots et la paroi 2,5 mètres entre les îlots	Sans objet
Hall 4	Poches d'IBC composants pour ligne d'assemblage bois et plastiques	Masse sur 6 niveaux (7,2 m) Masse sur 4 niveaux (3 m) Rack sur 4 niveaux (6 m)	2 îlots de poche d'IBC : - H4 Z1 : 324 m ² - H4 Z2 : 307 m ² 3 îlots (composants métalliques, bois, plastiques) : - H4 Z3 : 458 m ² - H4 Z4 : 281 m ² - H4 Z6 : 39 m ² 1 îlot de 245 m ² y compris allée centrale pour circulation des chariots élévateurs (composants pour ligne d'assemblage H4 Z5) 1 mètre entre les îlots et la paroi	Sans objet
Hall 6	IBC neufs 6000 emplacements	Masse sur 6 niveaux (7,2 m)	5 îlots : - H6 Z1 : 219 m ² - H6 Z2 : 335 m ² - H6 Z3 : 302 m ² - H6 Z4 : 268 m ² - H6 Z5 : 302 m ² 1 mètre entre les îlots et la paroi 2 mètres entre les îlots	Sans objet

Hall 7	IBC souillés 8064 emplacements	Masse sur 6 niveaux (7,2 m)	6 îlots : - H7 Z1 : 198 m ² - H7 Z2 : 198 m ² - H7 Z3 : 369 m ² - H7 Z4 : 369 m ² - H7 Z5 : 369 m ² - H7 Z6 : 369 m ² 1 mètre entre les îlots et la paroi 8 mètres entre les îlots	Sans objet
Extérieur	Broyats de plastique	Masse conditionné en big bag sur 2 niveaux (4,8 m)	6 îlots : Z1 : 260 m ² - Z2, Z3, Z5 et Z6 : 400 m ² - Z4 : 140 m ²	Sans objet
Alvéoles extérieures	Résidus déchets dangereux	Masse	16 alvéoles sur 224 m ²	Résidus liquides sur rétention selon règles de dimensionnement des rétentions (arrêté du 04/10/2010)

ARTICLE 6.1.3 ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Les voies engins sont complétées par des aires de stationnement des moyens aériens (« voies échelles ») :

- Côté Est – au droit de la paroi séparative Hall 6 / Hall 7,
- Côté Est du site / au droit des parois coupe-feu existantes à un mètre de la façade,
- Côté Ouest : à proximité de la paroi séparative Hall 3 / Hall 4 à un mètre de la façade, et aux abords des 4 silos.

Les espaces de stationnement le long du hall 2 sont clairement délimités pour conserver une zone non encombrée permettant le passage des engins.

ARTICLE 6.1.4 DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- Cuves enterrées et cuves aériennes d'un volume total disponible en permanence de 3 000 m³.

CHAPITRE 6.2 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 6.2.1 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- une réserve d'eau constituée de 800 m³, destinée à l'alimentation du réseau de sprinklage du hall 7 ;
- un débit d'eau de 630 m³/h pendant 2 heures minimum : ce volume est obtenu par l'intermédiaire de :
 - 2 réseaux distincts alimentant chacun 5 poteaux incendie (réseau Est et réseau Ouest) et permettant de délivrer 60 m³/h chacun ;
 - 1 réserve d'eau enterrée de 360 m³ ;

En complément, le dispositif de rétention des eaux d'extinction est équipée d'un piquage de prise d'eau (diamètre 100 mm) et accessible aux engins de secours afin que ces derniers puissent réutiliser ces eaux d'extinction si besoin ;

- des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés répartis dans le bâtiment, situés à proximité des issues et disposés de sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances sous 2 angles différents ; ils sont utilisables en période de gel ;
- un système de détection automatique d'incendie dans l'ensemble du bâtiment.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 7.1 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Les déchets sont entreposés :

- dans le hall 7, s'agissant des IBC souillés en attente de traitement ,
- dans le hall 2 pour les IBC souillés en cours de traitement,
- dans les alvéoles extérieures pour les résidus du traitement des IBC souillés,
- sur l'aire de stockage extérieure pour les broyats d'IBC traités sur le site.

Les autres déchets générés par l'installation sont triés et stockés dans 6 bennes afin de respecter le tri des déchets valorisables :

- Une benne de 30 m³ pour les « bois » : cette benne est stockée à l'extérieur et à plus de 10 m des bâtiments,
- Une benne de 20 m³ pour les « plastiques » : cette benne est stockée à l'extérieur et à plus de 10 m des bâtiments,
- Deux bennes de 30 m³ pour les « ferrailles » : ces bennes sont stockées à l'extérieur contre les bâtiments,
- Une benne de 30 m³ pour les « DIB » : cette benne est stockée à l'intérieur du hall 4,
- Une benne de 20 m³ pour les « cartons » : cette benne est stockée à l'intérieur du hall 4.

CHAPITRE 7.2 PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	19 12 01 / 20 01 01	Papier et carton
	19 12 02 / 20 01 40	Métaux
	19 12 04 / 20 01 39	Matières plastiques
	19 12 07 / 20 01 38	Bois
	19 12 12 / 20 01 99	Autres déchets (DIB)
Déchets dangereux	19 12 11* 15 01 10*	Déchets issus du traitement des IBC sur site IBC traités hors site

CHAPITRE 7.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités fixées aux articles 1.2 et 7.1 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

ARTICLE 7.4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'installation de traitement est constituée :

- des aires de stockage des déchets en attente de traitement sur site,
- de l'installation de découpe des poches, raclage des résidus, broyage des containers usagés ;
- de l'installation de traitement de l'eau utilisée lors du broyage (broyage à l'eau).
- des aires de stockage des déchets traités sur le site.

Le traitement des déchets consiste en un raclage des résidus présents dans les fonds de poche (containers) et en un broyage/déchiquetage des containers usagés.

Les déchets (IBC) non traités sur le site sont identifiés et entreposés dans le hall 7 en attente d'évacuation vers un site de traitement adapté.

Chaque IBC usagé est scanné, afin d'identifier la nature du produit qu'il a contenu. En fonction de la nature du produit, ils sont classés en 7 catégories. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les familles de produits incompatibles (résidus de raclage) ne sont pas mélangées.

ARTICLE 7.4.2 DESCRIPTION DES DÉCHETS ENTRANTS

Les déchets admissibles dans les installations sont uniquement des containers en polyéthylène haute densité usagés, clos, vidés et égouttés, sans coulures, exempts de résidus solides à l'intérieur et à l'extérieur du conteneur. Les vannes de vidange et/ou autres bouchons doivent être en état de fonctionnement. Les conteneurs repris doivent être intacts, la poche de polyéthylène ne doit pas être percée.

L'exploitant établit une procédure d'admission.

ARTICLE 7.4.3 EAUX DE LAVAGE DES CAGES, DÉCHIQUETAGE ET DE BROUAGE DES CONTAINERS

Les eaux utilisées pour les différentes opérations de lavage et de broyage circulent en circuit fermé. Elles sont épurées par des opérations de filtration, coagulation/floculation et sédimentation.

Les boues issues des opérations de traitement des eaux, ainsi que les éventuelles eaux de vidange du circuit de lavage constituent des déchets et sont évacuées vers des installations dûment autorisées conformément aux dispositions du présent titre. L'exploitant ne procède à aucun rejet d'eaux industrielles vers les réseaux d'eaux communales ou le milieu naturel.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 8.1 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 2661 ET 2662

Ces installations sont régies par les dispositions du présent arrêté, et celles antérieurement fixées dans l'arrêté préfectoral du 08/06/2020 non modifiées par celles du présent arrêté.

CHAPITRE 8.2 MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté du 08/06/2020	1.1	Prescription modifiée : bénéficiaire de l'autorisation et nouvelle numérotation de parcelles : article 1.1
	1.2	Prescription modifiée : nature des installations : article 1.2
	1.5	Prescription supprimée (loi industrie verte) : garanties financières
	3.2	
	4.1	Prescription modifiée : rejets atmosphériques : article 2.2
	4.3	
	5.1	Prescription modifiée : prélèvement maximal annuel : article 3.1
	7.2.1	Prescription modifiée : collecte et rejets effluents aqueux : article 3.2
	7.2.4	Prescription modifiée et complétée : Gestion des déchets : article 7
	7.2.6	
		Prescription complétée : comportement au feu : article 6.1
		Prescription complétée : intervention des services de secours : article 6.1
		Prescription modifiée et complétée : moyens de lutte contre l'incendie : article 6.2

TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 9.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 9.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;
2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : ;
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 9.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, le Directeur départemental de la Protection des Populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le Maire de Saint Etienne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société IBC42-SAS.

Saint-Etienne, le 14 novembre 2024

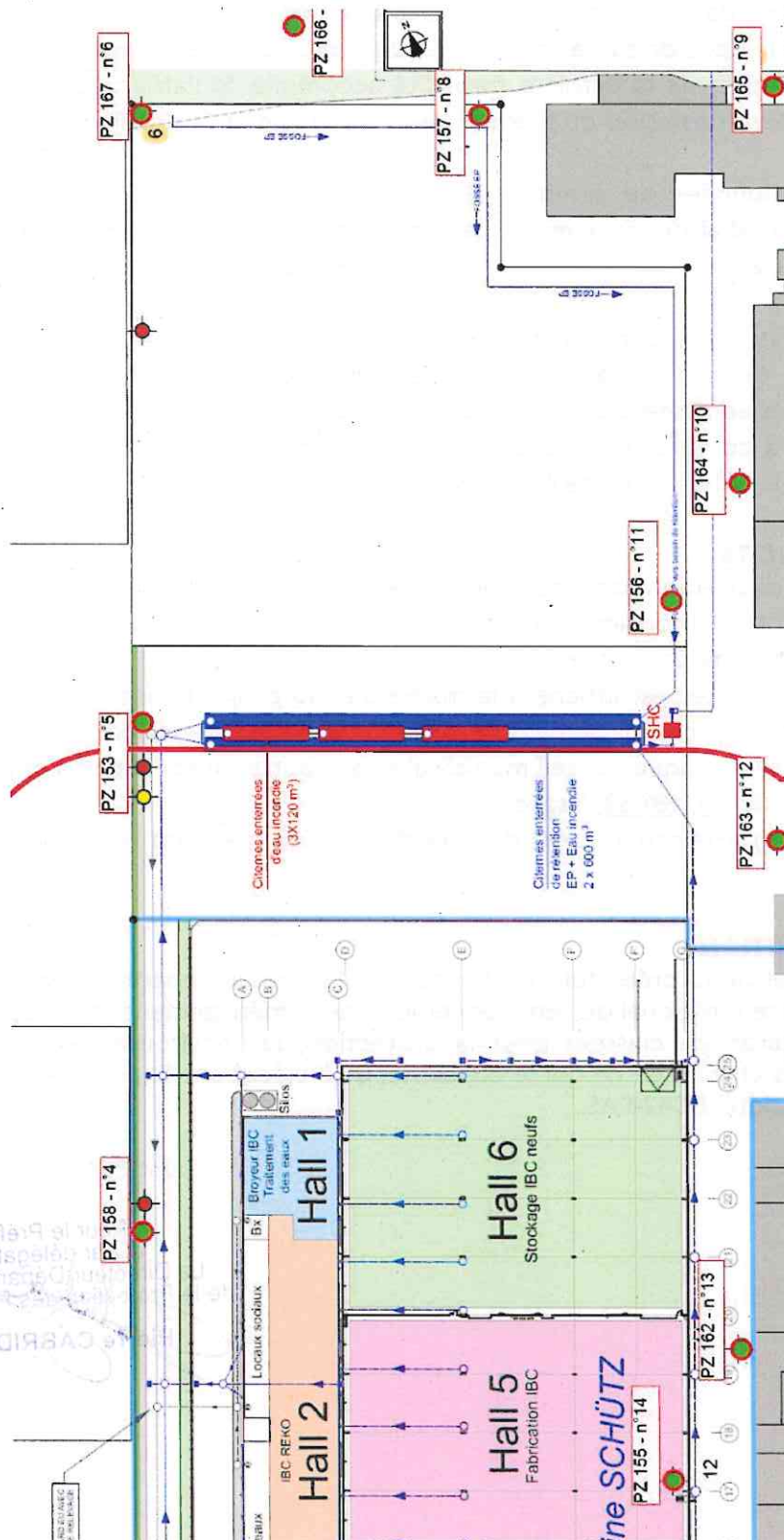
Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Pierre CABRIDENC

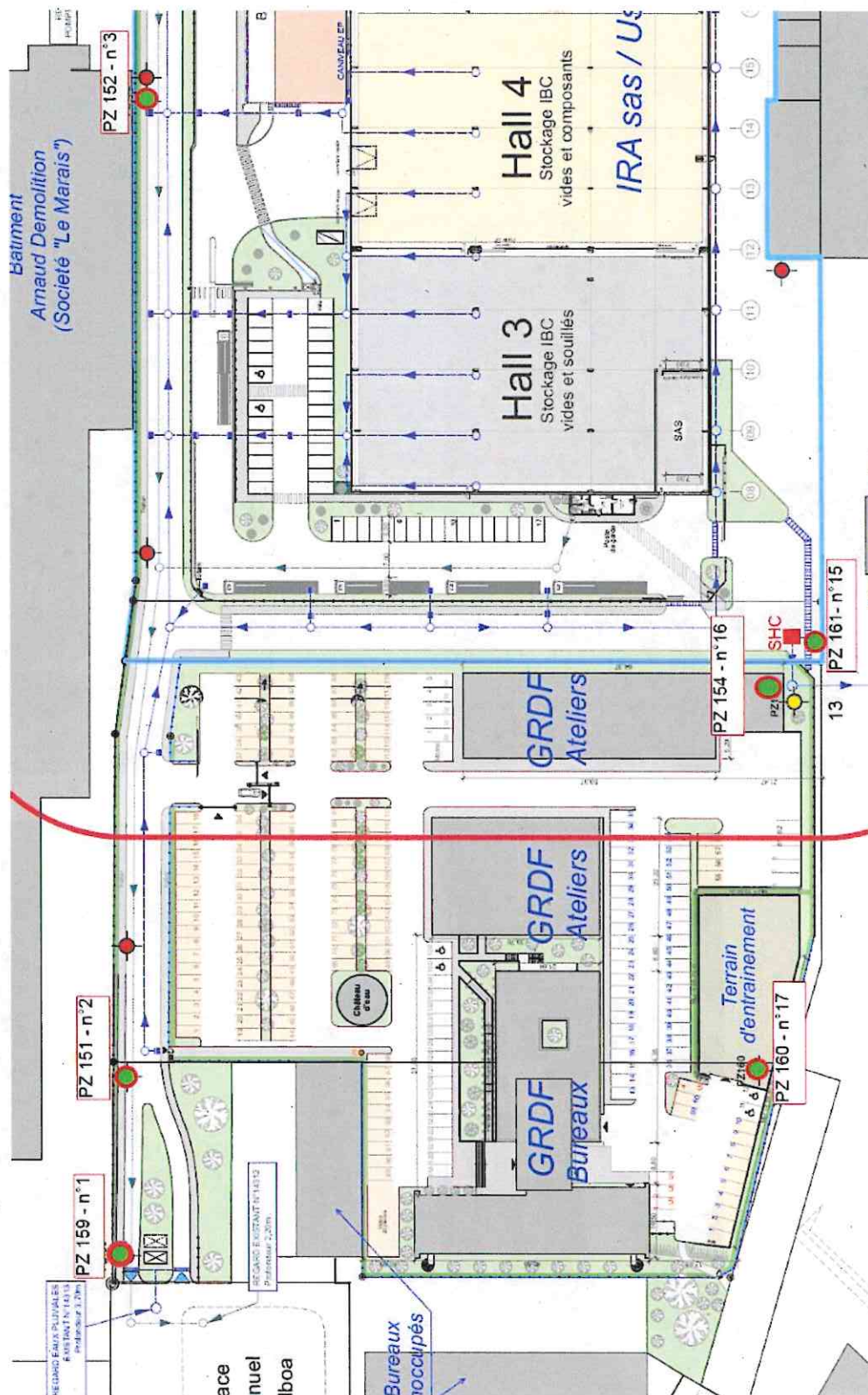
Copie :

- Mairie de Saint-Etienne
- Dreal 42-43
- Archives

ANNEXES
Plan de localisation des piézomètres
(1/2)



(2/2)



Plan de localisation des points de mesures pour la surveillance acoustique

